

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE

10 rue Camille Flammarion

21000 DIJON

RAPPORT

de

FERCO S.A.S

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

-:-:-:-:-

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 4 JUIN 2024



103, Avenue Raspail – 94250 Gentilly
Tél : 01.47.40.81.50
ferco@ferco-experts.fr
www.ferco-experts.fr

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BOURGOGNE FRANCHE-COMTE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans l'annexe des comptes annuels :

- § portant sur les « Règles et méthodes comptables » concernant l'application des conventions générales comptables dans le respect du principe de prudence et conformément à l'hypothèse de base qui est la continuité de l'exploitation
- § portant sur les « Faits caractéristiques de l'exercice » et « les informations relatives au bilan » qui indiquent les conséquences financières des faits majeurs de l'année 2023.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les comptes annuels ont été arrêtés comme le précise le paragraphe « Règles et méthodes comptables » de l'annexe des comptes annuels, dans une perspective de continuation d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral et financier du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.


RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

A Paris, le 20 mai 2024

Pour **FERCO S.A.S**
Commissaire aux Comptes

Sébastien LOMBARD
Commissaire aux Comptes Associé

ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan Actif

Ligue de l'enseignement de Bourgogne Franche Comté - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

ACTIF	Brut 2023	Amortissement 2023	Net 2023	Net 2022
Actifs immobilisés				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherches et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et				
Fonds commercial				
Autres	21 404	21 404		
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	683 910	319 261	364 648	244 106
Installations techniques, matériel et outillage industriel	651 551	603 780	47 770	56 226
Autres	722 438	641 346	81 092	84 834
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations	170 000		170 000	170 000
Créances rattachées à des participations	20		20	20
Autres titres immobilisés	15		15	
Prêts				
Autres	21 412		21 412	19 862
TOTAL I	2 270 749	1 585 792	684 958	575 049
Actif circulant				
Stocks et en cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes sur commandes				44 059
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	871 627	51 905	819 721	1 292 004
Autres	1 128 476		1 128 476	1 082 467
Valeurs mobilières de placement				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	165 695		165 695	421 643
Charges constatées d'avance	156 663		156 663	353 601
TOTAL II	2 322 460	51 905	2 270 554	3 193 774
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	4 593 209	1 637 697	2 955 512	3 768 823

Bilan Passif
Ligue de l'enseignement de Bourgogne Franche Comté - Périodes de : 01/2022 à 12/2022

PASSIF	Exercice 2023	Exercice 2022
Fonds associatifs		
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	34 919	34 919
Ecart de réévaluation (sans droit de reprise)		
Réserves	165 615	165 615
Report à nouveau	-274 214	-214 197
<i>Résultat en attente d'affectation</i>		
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)	-61 865	-60 017
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (avec droit de reprise)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	185 114	94 211
Provisions réglementées		
Droit des propriétaires (commodat)		
TOTAL I	49 570	20 532
Provisions		
Provisions pour risques	85 548	99 740
Provisions pour charges	173 434	145 051
TOTAL II	258 982	244 791
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
TOTAL III		
Dettes		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits	327 595	439 387
Emprunts et dettes financières divers	22 500	22 500
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	205 894	229 010
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 231 166	2 095 161
Dettes fiscales et sociales	361 858	409 411
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	410 010	290 511
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	87 938	17 521
TOTAL IV	2 646 960	3 503 501
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	2 955 512	3 768 823

Compte de Résultat Charges

Ligue de l'enseignement de Bourgogne Franche Comté - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

CHARGES	Exercice 2023	Exercice 2022
Charges d'exploitation (ou charges courantes non financières)		
Achats de marchandises (a)		
Variation de stock (b)		
Achats de matières premières et autres approvisionnements (a)		
Variation de stock (b)		
Autres achats et charges externes (*)	3 263 352	4 422 031
Impôts, taxes et versements assimilés	159 530	173 041
Salaires et traitements	1 755 714	1 868 831
Charges sociales	590 778	568 913
Dotations aux amortissements, dépréciations et engagements :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements (c)	75 820	57 091
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		598
Dotations aux provisions	107 551	80 079
Autres Charges	30 354	9 137
TOTAL I	5 983 099	7 179 721
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)	247 816	250 864
65500000 FRAIS DE STRUCTURE	247 816	250 864
Charges financières	3 980	4 564
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	3 980	4 564
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	3 980	4 564
Charges exceptionnelles		
Sur opérations de gestion	2 701	21 002
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions		
TOTAL IV	2 701	21 002
Impôts sur les sociétés (V)		
Engagements à réaliser sur ressources affectées (VI)		
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	6 237 597	7 456 151
Solde créditeur = excédent		
TOTAL GENERAL	6 237 597	7 456 151
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Charges		
Secours en nature		
Mise à disposition de biens et services		
Prestations		
Personnel bénévole		
TOTAL		
* Y compris		
- redevances de crédit-bail mobilier		
- redevances de crédit-bail immobilier		

Compte de Résultat Produits des Associations et Fondations

Ligue de l'enseignement de Bourgogne Franche Comté - Périodes de : 01/2023 à 12/2023

PRODUITS	Exercice 2023	Exercice 2022
Produits d'exploitation (ou produits courants non financiers)		
Ventes de marchandises		
Production vendue (biens et services) (a)	3 794 574	4 697 963
Dotations et Produits de tarification		
Production stockée (b)		
Production immobilisée		
Subvention d'exploitation	1 899 504	2 255 314
Reprises sur provisions, amort. et transferts de charges	125 254	165 351
Cotisations		
Autres produits (hors cotisations)	80 879	4 816
TOTAL I	5 900 210	7 123 444
Quote part de résultat sur opérations faites en commun (II)	247 816	250 864
75510000 FRAIS DE STRUCTURE	247 816	250 864
Produits financiers		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	1 162,41	1 144
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0
TOTAL III	1 162	1 144
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	26 544	20 682
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL IV	26 544	20 682
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (V)		
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV + V)	6 175 732	7 396 134
Solde débiteur = déficit	61 865	60 017
TOTAL GENERAL	6 237 597	7 456 151
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Produits		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
TOTAL		

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Exercice comptable du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

SOMMAIRE

PRINCIPES COMPTABLES et FAITS CARACTERISTIQUES

ANNEXES

- Etat des immobilisations et amortissements
- Etat des provisions
- Actif circulant et dettes
- Etat des Charges à payer et Produits à recevoir
- Disponibilités
- Fonds associatifs
- Proposition d'affectation du résultat

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT DE BOURGOGNE FRANCHE COMTE

Exercice comptable du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023

Total du Bilan (net) 2 955 512 €

Total du Compte de Résultat

- Charges..... **6 237 597 €**
- Produits..... **6 175 732 €**

Résultat Net Comptable - 61 865 €

Préambule

La Ligue de l'enseignement Bourgogne Franche Comté, fondée en 2016 a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes. Son siège social est situé au 10 rue Camille Flammarion à Dijon. Elle est composée des 8 fédérations départementales de la Ligue de l'Enseignement sur son territoire régional ainsi que 2 autres structures qui sont les comités régionaux de l'USEP et l'UFOLEP.

I. Principes comptables

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur résultant du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Plan Comptable Général, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (JO 30 décembre 2018).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables,
- Indépendance des exercices.

et, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

II. Faits caractéristiques de l'exercice

L'année 2023 a été marquée par l'autonomie de la FD71 et de ses activités sur le territoire de Saône et Loire. Les activités de la FD71 étaient portées jusque-là par la ligue BFC. Suite au souhait formulé depuis quelques années, de la FD71 de retrouver une autonomie dans son fonctionnement, la FD71 et la ligue BFC ont conjointement effectué une démarche de retour à l'autonomie de la FD71 et se sont fait accompagner dans ce sens.

Un traité de scission a été validé pour que cette autonomie soit effective au 1^{er} janvier 2023.

Les paies ont été portées par la ligue BFC jusqu'en avril 2023 et ont été transférées en mai.

Les travaux de rénovation du centre de Chaux Neuve commencés en 2022 ont été terminés début 2023. Ils se sont élevés à un total 212 890 €. Le plan de financement a été respecté et la prise en charge par le CRBFC a été à hauteur de 77.27%, soit 164 516 €.

Le Dispositif de Formation Linguistique est un marché obtenu sur 4 ans. Ce marché est piloté par la FD21 conjointement avec l'UR BFC. Cette activité qui a démarré en février 2019 a vu la fin de ce marché arriver à son terme en 2022. Le lot principal n'a pas été obtenu mais d'autres lots moins importants l'ont été.

Le lot Dijon du marché du DFL représentait en 2022, 1 422 400 € en chiffre d'affaires et environ 80 000 € de part du résultat net.

Pour 2023, l'obtention de 5 lots en tant que mandataire principal, nous assure un chiffre d'affaire global estimé à 1 131 000 €, ce qui permettra d'assurer une marge suffisante pour absorber les charges.

Dans la continuité des démarches enclenchées auprès du Conseil Régional qui avait vu l'instruction des dossiers FSE, les dossiers des années 2020 et 2021 ont été soldés. Les demandes de subvention 2022/2023 ont été déposées en mai 2023. Au 31/12/2023, le total dû au titres des dossiers FSE, s'élève à 763 K€. Les taux appliqués pour les provisions pour risque FSE, sont de 7.5% pour l'exercice 2023, 15% pour les soldes de l'exercice 2022, soit un total de 85 K€ de provision pour risque.

S'agissant des dotations aux provisions pour indemnités de fin de carrière que préconise le plan comptable général, la provision réalisée sur 2023 a été effectuée sur l'hypothèse concernant les départs en retraite sur les 15 prochaines années. Le taux de charges utilisé pour le calcul en 2023 est de 41. Le montant provisionné à ce titre est de 173 K€ au 31/12/2023.

A compter du 1^{er} janvier 2023, des mouvements de personnels seront opérés :

- la Directrice Générale adjointe deviendra salariée de la FD25
- Le Secrétaire Général qui était salarié de la FD21, deviendra salarié de la ligue BFC
- Les salariés basés à Macon seront de fait transférés à la FD71
- Le responsable régional de la vie sportive a quitté ses fonctions en mars 2023, il n'a pas été remplacé

Au 31 décembre 2018, l'avance de trésorerie de la FOL 58 à la LBFC atteignait un montant de 782 K€.

Il a été remboursé en 2018 à la FD58 182 K€. Une convention de remboursement a été signée courant septembre 2019 qui validait le solde de l'avance de trésorerie à 600 K€ et qui fixe les modalités de remboursement sur 5 ans à raison de 10 000 € par mois.

Le solde de l'avance de trésorerie au 31/12/2023, se monte à 90 K€.

L'avenant 182 de la convention collective éclat ayant pris son effet depuis le 1/1/2022 et avec une nouvelle augmentation de la valeur du point au 1^{er} janvier 2023, l'impact est important dans les comptes 2023 de la Ligue BFC.

Cet avenant consistait à une refonte entre autres de la classification et des rémunérations s'y rapportant, ainsi qu'à une revalorisation de la valeur de point.

L'impact depuis la mise en place de cet avenant représente une augmentation d'environ 13%.

III . Faits postérieurs à la clôture de l'exercice

- Les dossiers de subvention FSE 2022/2023 passés en instruction fin d'année 2023 ont été validés par les services du FSE en février et mars 2024. Le versement des acomptes a été effectués en avril 2024.
Des demandes de subvention FSE 2024 ont été déposées en mars 2024 pour l'E2C89 et en juin 2024 pour l'E2C71. Leur instruction devrait être ouverte par les services du FSE sur le second semestre 2024 pour un versement des acomptes attendus fin 2024 début 2025.
- Un prêt entre les FD Franche-Comté et l'UR Franche-Comté, pour un montant de 22 500 €, existant avant la fusion, devra être remboursé aux FD.
- Le Prêt Garanti par l'Etat de 400 k€, contracté en juillet 2020 dans le cadre de la crise sanitaire du Covid-19, est en cours de remboursement. La 1^{ère} échéance a été honorée en août de cette année. L'option retenue est un amortissement sur 5 ans à partir de la 2^{ème} année.
Le début du remboursement du PGE a commencé en août 2022.
- La CPO 2023-2025 étant assurée sur le même volume que la précédente programmation, nous assure un montant global identique, un travail sur les critères de répartition est engagé au niveau de l'UR BFC et devrait permettre une répartition en fonction de critères objectifs d'activité.

- En parallèle du travail en cours pour pallier aux problèmes de trésorerie, une étude approfondie sur notre modèle économique a été validée par le conseil d'administration.

Celle-ci a été confiée à une structure indépendante afin d'avoir un regard extérieur et cela dans le cadre d'un DLA (dispositif local d'accompagnement). Les préconisations seront connues dans l'automne.

- Un travail est mené pour et maîtriser vérifier la masse salariale (ligne de dépense la plus importante). Un responsable d'équipe a quitté ses fonctions en avril sans être remplacé et un licenciement économique a été effectif au mois de mai.
- Une prudence économique a été instaurée avec un report de certains investissements.

IV . Informations relatives au bilan

○ Immobilisations et Amortissements

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023	Valeur Brute début d'exercice	Acquisitions	Sorties	Valeur Brute fin d'exercice
CONCESSION LICENCES	4 710,00		840,00	3 870,00
ACHAT LOGICIELS	17 534,14			17 534,14
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 244,14		840,00	21 404,14
INSTALLATION GENERALES ET TECHNIQUES CN	544 975,50	138 934,00		683 909,50
MATERIEL TECHNIQUE	474 830,62	14 550,00	1 642,62	487 738,00
MATERIEL CUISINE CN	61 443,38			61 443,38
MATERIEL TECHNIQUE ET PEDAGOGIQUE CN	102 369,33			102 369,33
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS	34 333,44		3 141,99	31 191,45
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS CN	230 393,14			230 393,14
MATERIEL DE TRANSPORT	121 986,97	27 553,70	1,00	149 539,67
MATERIEL DE TRANSPORT CN	12 302,12	3 126,00		15 428,12
MATERIEL INFORMATIQUE	125 570,49		24 589,71	100 980,78
MATERIEL INFORMATIQUE CN	4 342,65			4 342,65
MOBILIER	32 561,48			32 561,48
MOBILIER CN	111 360,31			111 360,31
MATERIEL DIVERS	54 435,15		7 795,09	46 640,06
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 910 904,58	184 163,70	37 170,41	2 057 897,87
TITRES DE PARTICIPATION	20,00			20,00
TITRES IMMOBILISES	170 000,00			170 000,00
PARTS SOCIALES CREDIT MUTUEL		15,00		15,00

PRÊT / CAUTIONS	18 123,70	1 550,00		19 673,70
PARTS SOCIALES CREDIT COOPERATIF	1 738,50			1 738,50
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	189 882,20	1 565,00		191 447,20
TOTAL GENERAL	2 123 030,92	185 728,70	38 010,41	2 270 749,21

Des investissements ont été réalisés pour un total de 186 k€

- Pour Ecran mobile, un convertisseur table de mixage pour 2 490 €
- Du matériel de sono pour 12 060 €
- Des travaux de rénovation du centre de Chaux Neuve pour un coût de 138 934 €
- Un véhicule électrique pour la FD89 pour 12 613 €
- Un véhicule 9 places pour l'E2C71 pour 14 940 €
- Les sorties correspondent à la sortie des immobilisations en brut de la FD71

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2023	Amortissements début d'exercice	Dotations	Sorties	Amortissements fin d'exercice
CONCESSION LICENCES	4 710,00		840,00	3 870,00
ACHAT LOGICIELS	17 534,14			17 534,14
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	22 244,14		840,00	21 404,14
INSTALLATION GENERALES ET TECHNIQUES	300 869,51	18 391,70		319 261,21
MATERIEL TECHNIQUE	434 448,23	14 470,07	1 642,62	447 275,68
MATERIEL CUISINE CN	58 681,39	1 195,23		59 876,62
MATERIEL TECHNIQUE ET PEDAGOGIQUE CN	89 287,66	7 340,39		96 628,05
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS	22 863,51	5 159,32	3 141,99	24 880,84
INSTALLATIONS GENERALES AGENCEMENTS CN	189 961,87	9 730,85		199 692,72
MATERIEL DE TRANSPORT	113 684,56	10 300,11	1,00	123 983,67
MATERIEL DE TRANSPORT CN	12 302,10	43,44		12 345,54
MATERIEL INFORMATIQUE	117 092,72	3 919,12	24 589,71	96 422,13
MATERIEL INFORMATIQUE CN	4 342,65			4 342,65
MOBILIER	21 953,58	3 412,30		25 365,88
MOBILIER CN	105 815,25	1 857,20		107 672,45
MATERIEL DIVERS	54 435,15		7 795,09	46 640,06
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 525 738,18	75 819,73	37 170,41	1 564 387,50
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
TOTAL GENERAL	1 547 982,32	75 819,73	38 010,41	1 585 791,64

L'apport de patrimoine de l'association Grandeur Nature, a fait l'objet d'une évaluation par un notaire.

La valeur réelle de marché étant supérieur à la valeur comptable du bâtiment et des travaux associés, il a été décidé de ne plus pratiquer l'amortissement de ces biens et travaux.

○ **Provisions**

TABEAU DES PROVISIONS	Solde 31/12/2022	Provision Exercice	Reprise Exercice	Solde au 31/12/2023
Provisions réglementées				-
Provisions pour risques	99 740,00	54 976,00	69 168,00	85 548,00
Provisions pour pensions	145 050,91	52 533,00	24 150,00	173 433,91
Provisions pour risques et charges	244 790,91	107 509,00	93 318,00	258 981,91
Provisions pour dépréciation des comptes tiers	52 461,08	42,00	597,80	51 905,28
Provisions pour dépréciation des comptes tiers	52 461,08	42,00	597,80	51 905,28
TOTA GENERAL	297 251,99	107 551,00	93 915,80	310 887,19

Les provisions pour risques correspondent aux fonds FSE en attente de traitement dans le cadre des exercices 2022-2023. Une provision de 54 976 € a été constituée pour ces exercices. Une reprise de 69 168 € correspondant aux exercices 2020-2021 a été effectuée.

Un barème dégressif a été mis en application dès 2021, c'est-à-dire une provision de 20% pour les FSE des exercices N-2, 15 % pour les N-1 et 7.5% pour l'exercice en cours.

Les provisions pour indemnités départ en retraite sont établies sur la base des départs en retraite sur les 15 prochaines années, ce qui a porté la provision complémentaire 2023 à 52 533 €, une reprise a été effectuée pour les salariés sortis des effectifs pour 24 150 €.

Une reprise de provision dépréciation compte client a été effectuée à hauteur de 598 €.

○ **Echéance des créances**

en Euros	au 31/12/2023	A 1 an au +	Plus d'1 an
Fournisseurs avances et acomptes versés			
Créances clients	1 344 465	1 344 465	
Personnel et comptes rattachés	400	400	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	49	49	
Etat et autres collectivités publiques:	1 088 149	691 379	396 770
Débiteurs divers	38 778	38 778	
Charges constatées d'avance	156 663	156 663	
TOTAL GENERAL	2 628 503	2 231 733	396 770

Les créances clients sont composées à hauteur de 338 k€ par les factures de solde du DFL dues par le CRBFC.

L'état et autres collectivités correspondent aux soldes de subventions, dont le FSE qui représente au 31/12/2023, 70 %, soit 763 K€. Au 31/12/2022, le FSE représentait également 70 %.

A ce jour, les soldes du DFL sont attendus avant fin juin 2024.

Concernant le FSE, les acomptes 2022/2023 ont été perçus en avril 2024. Les soldes 2020 et 2021 ont été soldés entre courant 2023. Les soldes 2022/2023 sont en cours de réalisation, les versements devraient avoir lieu en décembre 2023 janvier 2024.

Les autres créances et solde CPO ont tous été reçus dans le second trimestre 2023.

○ **Echéance des dettes**

en Euros	au 31/12/2023	A 1 an au +	Plus d'1 an	A +5 ans
Emprunts et dettes financières	62 280	12 850	54 430	
Emprunts et dettes financières divers	22 500	22 500		
Prêt garanti par l'état	260 316	100 186	160 130	
Clients avances acomptes reçus / commande	209 894	209 894		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 231 166	1 231 166		
Personnel et comptes rattachés				
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	361 858	361 858		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	410 010	410 010		
Produits constatés d'avance	87 938	87 938		
TOTAL	2 645 960	2 436 400	214 560	-

Pour faire face à l'impact de la crise sanitaire du Covid et de la perte de chiffre d'affaires, un prêt garanti par l'état pour 400 k€ a été contracté courant 2020. Il a été voté par CA, d'opter pour une durée de remboursement sur 5 ans, avec amortissement à compter de la 2^{ème} année. Le remboursement du prêt a commencé en août 2022.

Les dettes fournisseurs au 31/12/23 correspondent à hauteur de 31 % soit 769 k€ aux sommes dues pour soldes des lots du DFL au Greta21 et à la FOL58.

A noter en contrepartie le solde du par le CRBFC pour le DFL au 31/12/23 est de 338 k€.

Les dettes sociales ont toutes été réglées dans les délais réglementaires. Elles étaient composées à hauteur de 184 k€ par la provision congés payés chargée.

Les autres dettes sont composées à hauteur de 90 k€ correspondant à la dette due à la FD58, qui suit le plan de remboursement contractualisé en septembre 2019.

Les acomptes clients reçus dans le cadre des différentes activités représentent 209 k€ au 31/12/2023.

○ **Disponibilités**

Elles s'élèvent à un total consolidé au 31 décembre 2023 de 166 k€, contre 422 k€ en 2022.

La gestion de la trésorerie est centralisée au niveau du siège de la Ligue BFC.

Pour chaque site distant, un compte secondaire a été ouvert afin de permettre un fonctionnement courant,

Ces comptes secondaires sont plafonnés à 5 000 €.

Un PGE a été réalisé pour 400 K€, lors de l'exercice 2020 pour palier à la crise du COVID. Les 1ers remboursements sont prévus à partir de début août 2022.

La trésorerie reste extrêmement fragile et fluctuante, elle reste trop fortement dépendante des fonds FSE.

- **Fonds associatifs**

Tableau de variation des Fonds Propres

Situation à l'ouverture de l'exercice 1^{er} Janvier 2023	Solde
Fonds propres avant distributions sur résultats antérieurs	- 73 679 €
Apport fonds propres fusion-absorption Grandeur Nature	
Variations en cours d'exercice:	
Résultat de la période	- 61 865 €
Variation des subventions d'investissements	185 114 €
Variation des provisions réglementées	- €
Situation à la clôture de la période 31 décembre 2023	Solde
Capitaux propres avant répartition	49 570 €

Les fonds associatifs s'élèvent à 34 919 € au 31 décembre 2023.

Le report à nouveau figurant au bilan de l'exercice 2022 s'élevait à - 214 197 €, le résultat 2022 était quant à lui déficitaire de 60 016.57 €. Il a été affecté en totalité au report à nouveau.

Les capitaux propres étaient positifs à hauteur de 20 532 € à la clôture 2022, ils sont positifs au 31/12/2023 de 49 570 € (y compris les subventions d'investissement).

- **Contributions volontaires en nature**

En l'absence de renseignements quantitatifs suffisamment fiables, il n'a pas été possible de valoriser comptablement le bénévolat.

- **Résultat comptable**

Le résultat de l'exercice clos au 31/12/2023 est un déficit de 61 865.47 €, dont l'affectation est proposée en report à nouveau.